La dimension territoriale des risques urbains à Caracas
Proposer un regard critique de géographie des risques à travers la territorialisation

Julien Rebotier, géographe
jrebotier@hotmail.com
Post-doctorant, laboratoire VESPA, INRS - UCS

Congress of the Humanities and Social Sciences at Concordia University
CALACS

La communication propose quelques considérations épistémologiques et méthodologiques sur une géographie des risques urbains en Amérique latine. Je pratique une géographie sociale et critique des risques urbains qui s'emploie à les dénaturaliser, à mettre en avant tout ce qui ne relève pas d'une nécessité, mais bien de contingences sociales, politiques ou culturelles. On dépasse ainsi une approche sectorielle, par types de risque (naturel, industriel, social…), l'aléa ou la menace étant rendu à un facteur de risque parmi d'autres.

Je formalise un regard de géographe qui s'intéresse aux risques urbains à la fois comme **résultats** et comme **déterminants** de l'urbanisation. C'est là l'hypothèse fondamentale d'une géographie sociale et critique des risques, prendre les risques comme **objets**, en aval, mais aussi comme **déclencheurs**, en amont, et ne pas considérer la menace comme extérieure au système social.

1- Pour tâcher de penser au-delà des catégories classiques de risque (combinaison d'aléa et de vulnérabilité), je présenterai d'abord une approche **constructiviste** des risques, qui laisse une large part aux **raisons sociales** dans la construction, l'identification et la représentation de ces situations.

2- Cette lecture est ensuite assez largement **politisée**, dans un contexte urbain latino-américain particulièrement inégal, et à Caracas en l'occurrence politiquement polarisé. C'est à partir du cas de Caracas que je construis des problématiques autour des risques qui tendent vers des questions de **pouvoir**, de **justice** et de **démocratie**.

3- Finalement, je dessinerai les contours d'un cadre conceptuel / épistémologique, mais aussi méthodologique, à travers la **« territorialisation » des risques**. Je pense à un cadre qui permette **d'articuler** des situations de risque dans une société, un espace et un temps à travers un processus de construction socio-spatiale : la territorialisation.

I- Une approche constructiviste du risque :

Il existe deux grands types d'approche des risques parmi les géographes.

- Une approche **réaliste**, qui consiste à concevoir une combinaison d'aléa et de vulnérabilité, et sur une base matérielle, physique, tacher de repérer une exposition ou d'élucider des mécanismes dommageables. On a alors des situations qu'il est possible d'évaluer objectivement.
- Il existe aussi une approche **constructiviste**, qui suggère des catégories et un contexte préalables à la définition des risques, au-delà des seules réalités objectives.

Je me place dans cette dernière perspective en mettant l'accent sur deux séries de processus :

- La construction des conditions objectives de risque, d'une part (il ne s'agit pas de nier ni de minimiser une réalité matérielle);
- Les représentations ou la construction des discours autour des risques d'autres part.

Là, les risques sont « dénaturalisés », ils ne sont plus seulement une situation à laquelle on fait face, extérieur au système social : ils sont un **produit** du développement humain ET un **déterminant** de l'urbanisation. Je m'attache à en explorer les logiques, causes et implications.

Les risques urbains sont contingents. Ils doivent être situés dans le temps, dans l'espace et dans un contexte social. En cela, ils présentent une dimension territoriale. Ils sont pétris de tensions, d'inégalités sociales et politiques, de stigmates et de distance culturelle (nombres de caractéristiques territoriales). Ils présentent une **dimension performative**, *i.e.* qu'ils participent à la définition des territoires (par le paysage urbain, les pratiques territoriales, la valeur foncière).

Cette dimension performative m'intéresse particulièrement, d'autant plus du fait du statut **hégémonique** des risques (généralisé, légitime, dur à remettre en question, manichéen) dans un « monde à risque », où la sécurité est invasive, mais où l'on se demande relativement peu ce qui est risque et ce qui ne l'est pas, en fonction de qui ou de quoi, pour qui et pour quoi, à quelles fins ?

II- La construction d'une problématique à partir du terrain, le cas de Caracas

Mon approche des risques s'est construite progressivement, en trois temps, à partir du terrain :
a) J'ai d'abord travaillé sur le risque à Mérida (Venezuela), sur les risques socio-naturels dans les Andes. J'adoptai une approche **réaliste**.

b) A la suite de ce travail et un long terrain, j'ai bien vu que les risques ne sont pas qu'une affaire d'aléa et de vulnérabilité. J'ai saisi toute l'importance du **contexte**, social, politique ou culturel dans la définition et la gestion des risques. Mon intérêt s'est élargi au Venezuela et au-delà de la stricte question des risques. Il faut comprendre un peuplement, une société urbaine, les logiques et héritages des relations sociales entretenues dans l'espace etc… Il faut comprendre la complexité des facteurs structurels de vulnérabilité comme des aspects plus conjoncturels. Le titre de ma thèse renvoie à cette ouverture, vers la « dimension territoriale » des risques urbains.

De fait, il y a d'autres raisons que les seules conditions objectives de risque qui contribuent à définir les risques. Même si l'association pauvreté / vulnérabilité n'est par exemple pas systématique, elle reste significative.
- Face aux glissements de terrain, riches et pauvres sont **indifféremment exposés**. En revanche, la **prise en charge** est discriminée (sur des facteurs économiques et institutionnels).
- Les notions de représentation et d'identification des risques permettent **d'épaissir l'idée de justice autour des risques**.
Ex : Insécurité urbaine. Sentiment invasif et indifférencié d'insécurité. Le phénomène présente des logiques et une distribution précise. Les représentations de l'insécurité répondent à d'autres logiques (de ségrégation, de séparation, de dédain…). La dimension hégémonique permet de légitimer un discours exclusif, **politiquement et culturellement contingent**.

La construction sociale des risques est un **révélateur** d'un certain ordre social, qui fait peu cas des facteurs structurels qui président aux situations de risque. Le **stigmate** du territoire passe à ceux qui les occupent. La justice est aussi une affaire de **reconnaissance**. Le discours est important, bien qu'immatériel, il est très concret.

c) Par conséquent, troisième temps de la construction progressive de mon approche des risques, le sous-titre de ma thèse, plus audacieux, mais aussi moins consolidé, rend compte d'une autre facette de la construction : « les implications d'un construit socio-spatial ». C'est finalement la dimension **performative** des risques, une lecture plus **politique** et plus **instrumentale** qui a complété mon cheminement sur les risques urbains.

Dans des contextes urbains latino-américains, je veux souligner la contingence sociale et politique des risques et leur rôle dans l'espace social. **Je me penche sur la territorialisation des risques comme résultat de et comme processus d'urbanisation, ainsi que sur une situation: les logiques sociales, politiques et culturelles qui entourent cette construction**.

Pour tester cette hypothèse qui territorialise le risque comme un construit social et matériel contingent, je pose une problématique générale : De quelles façons les risques interviennent-ils dans la production de l'espace social?

Cette problématique générale est déclinée de 3 manières autour du pouvoir, de la justice et de la démocratie :

- Quels sont les enjeux de pouvoir liés à la définition territoriale des risques ? Quelles en sont les conséquences en termes de contrôle pour les territoires concernés?
- Comment la construction sociale des risques interagit-elle avec un ordre socio-spatial fortement inégal ? Observe-t-on une reproduction, remise en question, subversion des inégalités existantes ?
- Comment les nouvelles modalités de gouvernance en fort développement dans les contextes urbains latino-américains influencent-ils la construction sociale des risques ? De quels acteurs ou groupes d'acteurs entend-on la voix sur le terrain ?

Les deux types de risques qui servent aux cas d'étude dans mon programme de recherche sont les **glissements de terrain** et **l'insécurité urbaine**. Ce sont bien les mécanismes de construction sociale qui m'intéressent, pas les logiques d'un type de menace.

III- Territorialiser les risques, vers un outil d'analyse pour la géographie du risque ?

a) Liens entre urbanisation et risques (4 points, exemple sur ppt) :
- L'aléa peut être urbain (îlots de chaleur urbains)
- La vulnérabilité « biophysique » est mécaniquement augmentée (densité des biens, enjeux et personnes exposés)
- La vulnérabilité « sociale » est ambigüe (meilleur densité d'organismes de secours, mais plus de fragmentation et d'individualités)
- Le rôle de la ville comme symbole (le lieu de l'espoir et du progrès, ou de la perte et du chaos, l'endroit du pouvoir, où il faut faire pression, concentration et convergence d'intérêts divers…)

b) Le territoire est une **pratique**. D'un point de vue analytique, on peut le définir comme un construit social, matériel et immatériel, consolidé dans le temps, ce qui contribue à le fonder en tant qu'espace identifié, caractérisé par des pratiques et des représentations.
On repère trois postures / modalités d'interaction entre risque et territoire, dont les deux dernières sont les plus intéressantes :

- Le territoire peut être un simple support au risque (interactions faibles).
- Il peut participer à la construction des risques.
- Il peut être façonné par les situations de risque.

Ces deux derniers liens mutuels permettent de comprendre une utilisation, voire une instrumentalisation du risque par le biais de l'espace, là où nombre d'anthropologues ou sociologues ont déjà travaillé un tel mécanisme à travers d'autres catégories que l'espace (Low, Douglas, Wacquant…)

c) A travers les territoires de risque, on s'autorise à penser le risque urbain autrement que comme un défi exogène à relever.

On **dénaturalise**, on **situe** le risque, sa construction et sa fonction dans un contexte social et spatial particulier. Il faut pouvoir remettre en question les catégories d'analyse, interroger les situations de risques telles qu'elles sont mises en espace, *i.e.* construite, mises sur l'agenda, délimitées, prises en charge…
La territorialisation des risques repose sur une posture épistémologique constructiviste qui fait largement cas de la réalité matérielle.
L'objectif reste de comprendre les ressorts de situations de risque qui, au-delà de la nécessité d'éléments d'aléa et de vulnérabilité, sont en réalité encastrés dans une **réalité socio-spatiale qui elle est matérielle ET sociale**.

Quelle légitimité pour cette démarche dans les études de risque ? Car un géographe social ne pourra pas consolider un versant, ni renforcer la structure d'un bâtiment, alors que c'est souvent ce que l'on demande aux **gestionnaires** du risque…

- Dans des contextes urbains latino-américains particulièrement inégaux, c'est logiques apparaissent de manière plus saillantes encore.
- Dans un contexte d'hégémonie pour les risques, une lecture manichéenne, unanime, généralisée et qui **suffit à justifier l'action doit être critiquée**.
- Au-delà de la ville, l'articulation à diverses échelles permet de donner **un sens local aux logiques globales**, par exemple du changement climatique ainsi qu'aux discours qui sont produits à son endroit.
- Enfin une approche critique et politisée des risques doit aussi permettre **d'intervenir dans la capacité d'action** de certains acteurs (traditionnellement marginalisés, CBOs…).